

ESTRIE ZONE VERTE

LA REVUE BI-ANNUELLE DU
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ESTRIE



ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

MOBILITÉ DURABLE - VERDISSEMENT

ÉDUCATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT

Nos élu.es engagé.es en environnement

Portrait d'un membre



Par Jacinthe Caron, Directrice du CRE Estrie

L'édition printanière de notre revue a hautement été inspirée par les multiples démarches visant la conservation de nos milieux naturels et le verdissement de nos milieux de vie.

En effet, et à mon plus grand plaisir, je constate une grande effervescence de projets ayant comme objectif commun de se reconnecter avec notre environnement. Les prochaines pages vous présenteront entre autres des initiatives variées abordant la nature, que ce soit via l'éducation relative à l'environnement et le contact des jeunes avec la biodiversité, l'intérêt porté par les entreprises et les municipalités au verdissement et au concept d'aménagement comestible ou encore par de nouvelles façons d'aborder la protection de nos grandes forêts.

Vous constaterez à travers vos lectures que les arguments prônant les « solutions nature » font leur petit bout de chemin parmi les grands acteurs de la société qui ont le pouvoir de changer les choses à l'échelle locale comme à l'échelle du paysage. Les avantages à protéger nos acquis naturels interpellent maintenant nos décideurs qui se préoccupent des enjeux de sécurité publique autant que des enjeux de santé physique et mentale.

Avec la campagne électorale québécoise qui est à nos portes, je tiens à remercier les élus et élues de nos circonscriptions estriennes qui ont accepté de nous présenter, à travers cette édition de la revue, leurs réalisations environnementales depuis leur dernière élection. Vous y lirez le témoignage de nos représentants des deux paliers gouvernementaux, ce qui pourra vous donner l'occasion de les interpeller à votre tour pour en savoir plus sur leur prochain programme électoral ou sur les prochaines années de leur mandat. C'est certainement ce que mon équipe et moi ferons afin d'être prêts à vous proposer des priorités environnementales à considérer lorsque vous choisirez parmi les candidats aux élections du 3 octobre prochain.

Profitez de ce moment pour vous ressourcer avec les textes de nos inspirants rédacteurs !

Jacinthe Caron

Images page couverture :
Caroline Nioucel et Jacinthe Caron

Au sommaire

Changements climatique et santé	3
Brome-Missisquoi, une MRC nourricière à saveur entrepreneuriale	4
Comment se mobilisent les citoyens à Piopolis ? Portrait d'Action climatique	6
Ensemble, c'est possible de se déplacer autrement : LocoMotionnons !	7
Éducation relative à l'environnement	
Dehors, les tous petits !	8
L'École de la forêt du Bois Beckett	9
Le CRE Estrie très investi dans l'ERE	10
Des crédits carbone éducatifs pour encourager l'ERE	11
Nos élu.es engagé.es en environnement	12
Le portrait d'un membre	
La Municipalité du Canton de Saint-Camille	15
Essais de maîtrise en environnement	
La contribution volontaire des entreprises à la conservation de la biodiversité au Québec	16
Vers une gestion intégrée et adaptée des barrages en contexte de changements climatiques : le cas du barrage de North Hatley	17
Bienvenue à nos nouveaux membres	18

Changements climatiques et santé : le verdissement urbain comme solution adaptative



Par Amélie Audet, Agente en mobilisation citoyenne et verdissement de *Nature Québec*

Au-delà des répercussions bien documentées sur le déclin de la biodiversité et sur la hausse des événements météorologiques extrêmes, la crise climatique entraîne également de nombreuses conséquences sur la santé physique et mentale. Au nombre de celles-ci, nommons la hausse des maladies et des décès prématurés, ainsi que l'augmentation des [zoonoses](#), des troubles neurologiques, des troubles de santé mentale et des [problèmes de santé maternelle et infantile](#).

Les liens entre la santé des populations et leur environnement sont complexes et impliquent plusieurs facteurs liés à l'urbanisation et aux vulnérabilités individuelles. Ainsi, les personnes les plus exposées aux changements climatiques sont principalement celles touchées par la pauvreté, celles vivant dans un îlot de chaleur urbain et celles qui n'ont pas accès à des lieux climatisés.

Plusieurs leviers d'action existent pour que les villes s'adaptent aux changements climatiques. Selon Santé Canada, « l'adaptation se rapporte aux changements qu'il est possible d'effectuer à différents niveaux pour diminuer les [conséquences des dangers sur la santé](#) ». L'un de ces changements concerne l'implantation d'infrastructures vertes en milieu urbanisé. Réduction de la chaleur ambiante, purification de l'air et bienfaits sur la santé figurent parmi les nombreux services écosystémiques facilitant l'adaptation qu'offre le verdissement.

Première démarche : cibler les îlots de chaleur urbains. Ceux-ci sont créés par les aires de stationnement asphaltées, les routes ou encore les milieux densément bâtis. Dans ces espaces, la température peut atteindre jusqu'à 12 °C de plus que dans [les milieux avoisinants](#). Cela représente un risque de santé non négligeable pour les populations vulnérables à la chaleur. L'Estrie est d'ailleurs identifiée comme l'une des régions administratives faisant face à des problèmes persistants [d'îlots de chaleur urbains](#). Pour lutter contre ces phénomènes, la hausse de la canopée est l'option à privilégier : elle permet de rafraîchir l'air ambiant grâce à l'ombrage et à

l'évapotranspiration, rendant ainsi les milieux de vie beaucoup plus confortables. En outre, les arbres matures absorbent le dioxyde de carbone et purifient l'air des villes en captant [la poussière ambiante](#), permettant ainsi de réduire les symptômes liés aux maladies respiratoires. Ainsi, la déminéralisation des surfaces dans les stationnements et la végétalisation des axes de transport sont des mesures que les municipalités et les commerçants auraient avantage à entreprendre. À l'échelle citoyenne, verdir sa cour ou son balcon, éviter d'abattre des arbres sur son terrain et végétaliser sa façade et son toit sont des gestes individuels qui font une véritable différence au sein de son quartier.



Le programme Milieux de vie en santé de Nature Québec a participé à la 3e phase du verdissement de la rue King Est à Sherbrooke. Ici, avant et après le verdissement devant la Maison des Jeunes-Est après les 2 premières phases en 2017

Crédit : Google maps

Il est également essentiel de maximiser les acquis de chaque territoire : en plus des parcs existants à préserver, certains espaces méritent d'être repensés afin de devenir, à leur tour, des lieux végétalisés favorisant la proximité avec la nature et la détente. Par exemple, à Val-des-Sources, le site accueillant les anciennes activités minières de la région est en plein processus de requalification pour se transformer en parc central. D'autres lieux, comme les friches urbaines, peuvent également être réinventés de manière à créer des petits espaces verts. Points bonis si ces parcs sont reliés entre eux par des trames de biodiversité accessibles par des sentiers ! En effet, en plus de [permettre aux espèces animales de se déplacer](#), les corridors verts encouragent les déplacements actifs des populations et favorisent une meilleure santé physique et mentale.

Changements climatiques et santé : (suite) le verdissement urbain comme solution adaptative



Par Amélie Audet, Agente en mobilisation citoyenne et verdissement de *Nature Québec*

L'ensemble de ces interventions n'est pas étranger aux processus de planification de l'aménagement des MRC et des municipalités. Celles-ci peuvent identifier les aires à protéger afin d'y effectuer un suivi adéquat. Par ailleurs, les réglementations municipales ont le pouvoir de contribuer au verdissement en autorisant la présence d'espèces indigènes en remplacement de la pelouse sur les terrains privés ou en instaurant des seuils minimaux

de canopée dans les grandes surfaces asphaltées. Sur tout, grâce à des programmes financiers incitatifs de verdissement urbain, les divers acteurs de la communauté auront en main les outils nécessaires pour contribuer à l'adaptation de leur milieu de vie aux changements climatiques, au profit de la santé de tous.



Brome-Missisquoi, une MRC nourricière à saveur entrepreneuriale



Par Leslie Carbonneau, Coordonnatrice et conseillère en développement bioalimentaire *Centre Local de Développement (CLD) de Brome-Missisquoi*

Berceau de la vitiviniculture et du service de maillage L'ARTERRE, pionnière du maraîchage bio-intensif au Québec et région d'excellence en agriculture de proximité, Brome-Missisquoi se démarque par une identité bioalimentaire forte ainsi qu'un secteur diversifié, abondant et innovant. Le bioalimentaire dans Brome-Missisquoi, c'est 1 100 entreprises, 5 000 emplois et un moteur économique d'envergure avec 500 millions de dollars de revenus bruts. C'est également un vecteur identitaire régional fort avec nos vignobles, microbrasseries, cidreries, notre acériculture, le maraîchage diversifié et nos élevages spécialisés.

Réalisé par le comité consultatif bioalimentaire du CLD composé d'entrepreneurs et d'élus, de concert avec les entreprises de la région, le plan stratégique bioalimentaire 2021-2023 vise à renforcer l'identité nourricière et innovante de Brome-Missisquoi ainsi que le sentiment d'appartenance à notre territoire. Ce plan s'inscrit dans la continuité des efforts déployés lors de la mise en œuvre de notre premier plan stratégique 2018-2020.

Plusieurs gestes et réalisations concrètes sont en cours de réalisation, ce qui permet de consolider le tissu entre-

preneurial local ainsi que les relations avec l'ensemble des partenaires locaux et régionaux. Nos actions se déploient via quatre piliers pour soutenir et développer le secteur bioalimentaire de notre territoire et son autonomie alimentaire : la pérennité, le développement des entreprises, la cohésion des acteurs et la notoriété du secteur.

Un choix fut fait d'adopter l'utilisation du mot bioalimentaire, un terme plus actuel qui permet de décrire de manière plus complète l'ensemble de l'écosystème alimen-



Crédit : Patrice Didier

Brome-Missisquoi, une MRC nourricière à saveur entrepreneuriale (suite)

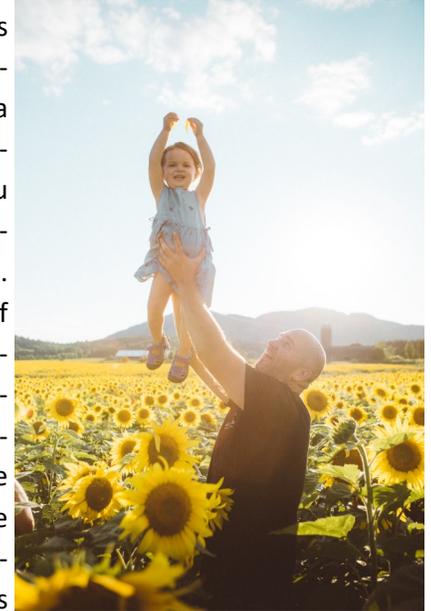
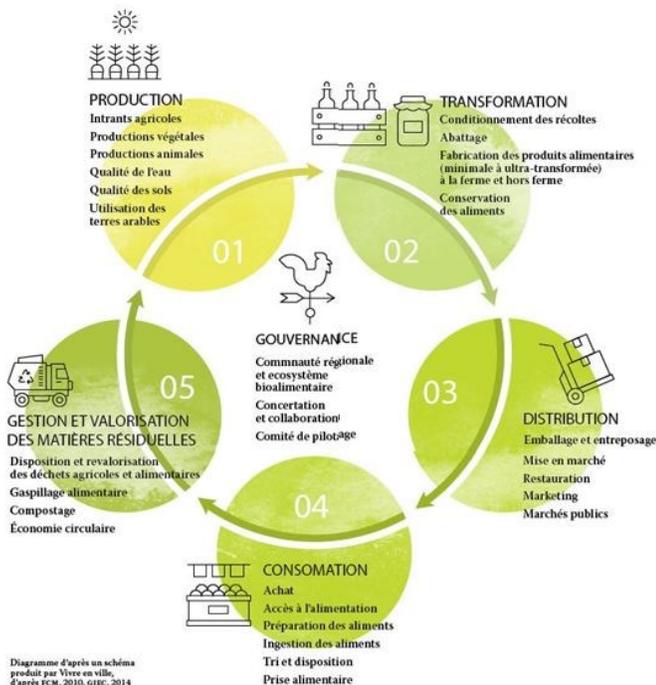


Par Leslie Carbonneau, Coordonnatrice et conseillère en développement bioalimentaire
Centre Local de Développement (CLD) de Brome-Missisquoi

taire de la région en y incluant, en plus de la production et de la transformation, les réalités de la commercialisation de proximité, de la restauration, de la gestion et la valorisation des matières résiduelles ainsi que l'important enjeu de la sécurité et de l'autonomie alimentaire du territoire.

Dans le cadre de ce plan stratégique, la région de Brome-Missisquoi adopte le concept de système alimentaire durable comme cadre de référence pour développer sa vision, ses stratégies et ses actions prioritaires.

« Un système alimentaire durable (SAD) est un réseau de collaboration territorial qui intègre la production, la transformation, la distribution et la consommation de produits alimentaires ainsi que la gestion des matières résiduelles, dans le but d'accroître la santé environnementale, économique et sociale de la collectivité. Il comprend les acteurs, les activités et les infrastructures soutenant la sécurité alimentaire d'une population et repose sur une gouvernance alimentaire territoriale. » (Référence : Vivre en Ville)



Crédit : Mathieu Lachapelle

Parmi les actions phares du plan stratégique, on retrouve la mobilisation des municipalités autour du concept de communautés nourricières. Jusqu'à présent, neuf des vingt-et-une municipalités sont engagées dans une démarche de plan de développement de communautés nourricières. L'ensemble des municipalités sont in-

vitées à participer à cette démarche qui leur permet de mobiliser leurs acteurs locaux et, ensemble, de réaliser un portrait-diagnostic de leur système alimentaire local, suivi d'un exercice de vision avec leur population et d'un plan d'action. À terme, la qualité de vie des citoyens sera améliorée. Une meilleure rétention des entreprises agricoles et agroalimentaires sera assurée, ce qui contribuera à accroître l'autonomie alimentaire et l'accès à des aliments de qualité, en plus de diminuer le gaspillage alimentaire et de contribuer à l'adaptation aux changements climatiques, notamment en diminuant la distance parcourue par les aliments.

Le CLD appuie par son plan stratégique bioalimentaire 2021-2023, les profondes racines de la région en matière d'innovation et d'agriculture durable. Les piliers de la cohésion des acteurs et de la notoriété du secteur prévus dans le plan sont particulièrement porteurs dans le contexte actuel. Ils permettent de renforcer l'identité nourricière et innovante de Brome-Missisquoi ainsi que le sentiment d'appartenance au territoire. Cet élément, générateur de mobilisation, est un levier essentiel pour la relance et la vitalité socioéconomique de la région.

Crédit : Vivre en Ville

Comment se mobilisent les citoyens à Piopolis ?

Portrait d'Action climatique



Par Geneviève Pomerleau, Adjointe à la biodiversité et aux changements climatiques au CRE Estrie

C'est dans le cadre du projet **Municipalités et citoyen.nes alliés dans l'action climatique** que le CRE Estrie et la municipalité de Piopolis ont convié les citoyens à assister à la soirée « *Que faites-vous de vos déchets ?* ». Lors de cette soirée, Sophie Valence-Doucet de l'organisme Festivals et événements verts de l'Estrie (FEVE) a présenté une conférence sur la gestion des matières résiduelles le 1^{er} juin 2022.



Crédit : CRE Estrie

La conférencière a présenté entre autres les différents avantages d'un bon tri des matières résiduelles, la méthode de priorisation des actions 3RV (Réduction, Réutilisation, Recyclage et Valorisation) et les stratégies et outils pour la mise en place d'une équipe verte lors d'événements publics. Des personnes présentes ont manifesté leur intérêt à faire partie de la brigade verte de Piopolis qui vise à sensibiliser les citoyens lors d'événements publics à bien faire le tri de leurs matières résiduelles en utilisant le bon bac.

Le 5 juin dernier, dans le cadre du Grand Tour du lac Mégantic, la brigade verte de Piopolis était donc présente pour rencontrer les cyclistes à la halte dîner offerte par l'AFÉAS. Afin de sensibiliser les dîneurs au bon tri et de détourner un maximum de matières résiduelles de l'enfouissement, trois îlots de bacs, bien identifiés, étaient disposés à l'extérieur et un îlot était également disponible dans la cafétéria. C'est près de 400 cyclistes qui ont

été rencontrés par les cinq membres de la brigade qui étaient présents !

Grâce à leurs conseils avisés fournis avec le sourire, les dîneurs ont participé dans la bonne humeur au tri de leur plateau de dîner. À la fin de l'événement, les bacs ont été inspectés afin d'évaluer le poids des matières dans chaque bac. C'est ainsi que 80 % des matières du dîner ont pu être détournées de l'enfouissement et seront valorisées par compostage ou recyclage.



Membres citoyen.es de la brigade verte de Piopolis. Crédit : CRE Estrie

Voici un excellent exemple d'accompagnement vers de meilleures pratiques responsables. Bravo à la brigade verte de Piopolis !

En savoir plus : [Action climatique](#)



Municipalités et
citoyen.nes alliés dans
l'action climatique

Ensemble, c'est possible de se déplacer autrement : LocoMotionnons !



Par Stéphanie Leclerc, Instigatrice de **LocoMotion** par les voisin.es du Parc London

Le projet LocoMotion par les voisin.es du Parc London est une initiative citoyenne, locale et solidaire qui a pour objectif de réduire le nombre d'autos en circulation, de favoriser le transport actif ainsi que l'esprit de partage. Une plateforme en ligne permet aux citoyen.nes membres du projet de mettre en partage des véhicules de manière conviviale et sécuritaire.

Tout a commencé par des discussions et des rencontres de voisinage qui se sont orientées vers l'idée bien vivante de défricher les possibilités de se déplacer tout en limitant notre empreinte écologique. Ces réflexions installèrent les premiers rayons de roues qui permettent aujourd'hui à LocoMotion de rouler en toute convivialité.

LocoMotion vient ajouter sa couleur audacieuse à la transition socio-écologique qui est en marche actuellement. L'humanité doit diminuer ces gaz à effets de serre, et elle devra le faire tout en construisant une société qui valorise le partage du pouvoir, la réappropriation de nos milieux de vie et l'utilisation des communs. C'est dans cette visée que le projet LocoMotion offre la possibilité aux citoyen.nes d'un territoire de transformer leurs habitudes de déplacement, en développant l'autopartage et en facilitant l'accès à la mobilité active, tout en délaissant l'individualisme pour agir collectivement.

Puisque nos voitures sont stationnées en moyenne [90 % du temps](#), pourrions-nous les mettre à la disposition de nos voisin.nes ? En effet, une voiture en autopartage remplace de [8 à 10 voitures individuelles](#). L'autopartage réduit donc les gaz à effet de serre de trois façons : en réduisant la production de voitures, en réduisant le recours à la voiture pour nos déplacements (environ [40 à 60 %](#)) et en libérant l'espace public pour le verdissement, le transport collectif et actif, etc. ([une auto prend 4 cases de stationnement](#)). Ainsi, tout en offrant l'accès à notre voiture, nous pouvons créer des liens avec notre voisi-

nage et limiter l'impact environnemental de notre communauté.

Et un pas de plus pour se libérer de notre dépendance à l'automobile ? En mettant en partage des remorques à vélo pour transporter des enfants et/ou des matériaux, il devient possible de faire l'épicerie en diminuant nos émissions de GES, tout en profitant des bienfaits de l'activité physique extérieure.

Grâce à notre communauté déjà bien mobilisée et à l'accompagnement de l'organisme montréalais, Solon, nous avons pu nous mettre en action efficacement : Lancement du projet à l'automne 2019, soirées d'informations hivernales, café-inscription, événements festifs et demandes de financement ont rapidement comblé les horaires de notre comité citoyen.



Crédit : LocoMotion

Cet engagement et ce dévouement permet aujourd'hui aux membres de LocoMotion Parc London d'avoir accès à une application en ligne qui permet de partager les véhicules suivants : deux et bientôt quatre voitures, d'avoir accès à deux remorques à vélo pour transporter du matériel, une remorque à vélo pour enfants et notre dernière acquisition : notre vélo cargo électrique ! Les côtes sherbrookoises deviennent ainsi un plaisir à monter, avec ou sans charge à transporter !

Dans notre voisinage du Parc London, comme ailleurs, nous sommes nombreux à chercher des solutions face à la crise climatique. Devant l'ampleur du défi, il peut sembler difficile de trouver des actions concrètes et significatives à poser dans notre quotidien, LocoMotion en est une gagnante et rassembleuse.

En savoir plus : [LocoMotion](#)

Éducation relative à l'environnement



Dehors, les tous petits !

Par Angélie Bellerose-Langlois. M. Env, B. Sc. Communication, Fondatrice d'Objectif contact nature et collaboratrice du projet *Les petits Hêtres*

Connaissez-vous le « déficit nature » ? Cette expression est utilisée pour désigner le phénomène moderne par lequel les gens sont de moins en moins en contact avec la nature. Au Québec, c'est François Cardinal en 2005, avec son livre « Perdus sans la nature », qui a commencé à éveiller les consciences sur les effets néfastes du déficit nature. Depuis les 20 dernières années, les études le démontrent sans équivoque : ce déficit nature, particulièrement chez les enfants, devient un réel problème de société.

Les causes de ce nouveau phénomène sont nombreuses. L'omniprésence des écrans, l'aménagement des villes, la perte importante des espaces verts, la culture de l'hyperparentalité et la peur du risque en sont quelques exemples. Ainsi, les enfants sont privés de temps libre en nature et cela entraîne des conséquences directes sur leur développement, sur la préservation de l'environnement et sur de grands enjeux de santé publique : obésité, hyperactivité, difficulté d'attention, désordres liés au stress, etc.

À l'inverse, les recherches démontrent que le contact avec la nature est bénéfique sur plusieurs aspects, dont le bien-être et la vitalité, l'attention et la concentration, la confiance en soi,

la régulation des émotions, l'imagination et la créativité. De plus, le temps passé à l'extérieur stimule les connaissances de la nature et la sensibilité environnementale, ce qui favorise la protection de la nature. Il n'est pas étonnant, donc, que depuis plusieurs années, nombreux soient les acteurs et actrices de l'éducation et de la petite-enfance qui cherchent à mettre en œuvre des solutions pour contrer le déficit nature dans la vie des en-

fant. optique qu'est né le projet Les petits Hêtres, visant à mettre sur pied un centre de la petite enfance subventionné de 78 places à Sainte-Catherine-de-Hatley, où les enfants de 0-5 ans passeront la majorité de leur temps à l'extérieur en milieu naturel, le tout appuyé par la pédagogie d'éducation par la nature.

Nous souhaitons que le projet devienne un modèle de référence et génère des partenariats à l'échelle de



Crédit : Jean-Sébastien Dutil

fants. Ainsi, on voit naître des classes en plein air et des milieux de gardes en forêt. Bien que le tout fasse déjà partie de la culture dans certains pays scandinaves, ici, au Québec, les initiatives du genre sont encore minoritaires (quoi que de moins en moins et c'est tant mieux !). C'est dans cette

l'Estrie, ainsi qu'au niveau provincial, en tant que milieu de garde éducatif novateur et de qualité. Nous croyons que chaque changement dans le quotidien des tout-petits peut apporter de grands changements dans notre société et nous souhaitons inspirer ce changement en démontrant que de jouer dehors, beau temps, mauvais temps, est tout simplement naturel...

En savoir plus : [Les petits Hêtres](#)

Éducation relative à l'environnement (suite)



L'École de la forêt du Bois Beckett

Par Marie-Karin Godbout, Consultante en changement climatique et conservation de la biodiversité & Membre du conseil d'administration du Regroupement du Bois Beckett chargée du projet de l'École de la forêt du Bois Beckett

Le Bois Beckett, une des deux seules forêts anciennes en milieu urbain du Québec, est un endroit unique pour les Sherbrookoises. Certaines sections du boisé sont demeurées intouchées et comprennent des forêts matures de pruches, d'érables et de hêtres. On y retrouve une flore et une faune diversifiées et exceptionnelles.

Afin de contribuer à sa mission de conservation d'un des espaces verts les plus importants à Sherbrooke, le Regroupement du Bois Beckett a mis en place un programme éducatif misant à la fois sur la stimulation d'une connexion à la nature et le développement de la littératie écologique des jeunes. Depuis septembre 2021, l'École de la forêt du Bois Beckett offre des activités éducatives en forêt aux écoles primaires, aux CPE et garderies ainsi qu'aux familles et aux camps de jour de la Ville de Sherbrooke.

Dans sa première année d'opération, plus de 30 classes des écoles primaires du secteur et des dizaines de familles ont participé à des parcours découvertes de l'École de la forêt notamment sur les animaux et leur habitat, la forêt comme pharmacie et garde-manger et l'histoire du Bois Beckett. Parce que l'on protège ce qui a de la valeur à nos yeux, l'École de la forêt du Bois Beckett offre aux jeunes l'opportunité de découvrir et de s'attacher à ce milieu naturel de proximité pour qu'ils puissent s'en faire les défenseurs.



Crédit : École de la forêt

L'usage récréo-éducatif de ces milieux naturels favorise une bonne connaissance des bénéfices des écosystèmes locaux (puits de carbone, corridor de biodiversité, îlot de fraîcheur urbain, etc.) et des bienfaits physiques et psychologiques pour les usagers de ces lieux contribuant ainsi leur pleine valorisation.



Crédit : École de la forêt

Les milieux naturels en milieu urbain comme le Bois Beckett sont continuellement menacés par le développement urbain. L'École de la forêt du Bois Beckett se veut une inspiration pour les autres gestionnaires de boisés de la région afin qu'ils développent, et ce même avec des moyens limités, des services éducatifs pour mettre en valeur et contribuer à la protection de ces précieux espaces verts urbains.

En savoir plus : [École de la forêt du Bois Beckett](http://ecoledelaforet.boisbeckett@gmail.com)
ecoledelaforet.boisbeckett@gmail.com

Éducation relative à l'environnement (suite)



Le CRE Estrie très investi dans l'ERE

Par Caroline Nioucel, Chargée de projets et coordonnatrice des programmes éducatifs au CRE Estrie

Le CRE Estrie a pour mission de protéger et améliorer l'état de l'environnement pour assurer la qualité de la vie de la région grâce à des solutions concertées et des conseils avisés auprès de l'ensemble de la population. C'est dans ce contexte que le CRE Estrie offre des activités d'éducation relative à l'environnement (ERE). Dès qu'elle en a l'opportunité, l'équipe d'animation est présente dans les écoles primaires et secondaires de la région dans le but de sensibiliser les générations futures aux impacts environnementaux et sociaux de nos activités humaines.



Crédit : CRE Estrie

Face à l'urgence climatique, il est plus important que jamais d'éveiller les consciences de nos enfants afin de démystifier les causes des changements climatiques, leurs conséquences sur nos vies et les solutions existantes. C'est par l'éducation que nous avons un pouvoir de créer une sensibilité à la nature et mieux informer afin de réduire l'écoanxiété chez nos jeunes. En effet, pour contrer ce sentiment de changements perçus comme irréversibles de l'environnement,

le message est clair : démontrer l'importance de passer à l'action et que chaque geste compte, individuellement et collectivement !

Le CRE Estrie a développé une offre de services complète en ERE afin que les élèves comprennent les enjeux environnementaux relatifs à :



La réduction des émissions de GES et la résilience aux changements climatiques

L'aménagement du territoire et la mobilité durable

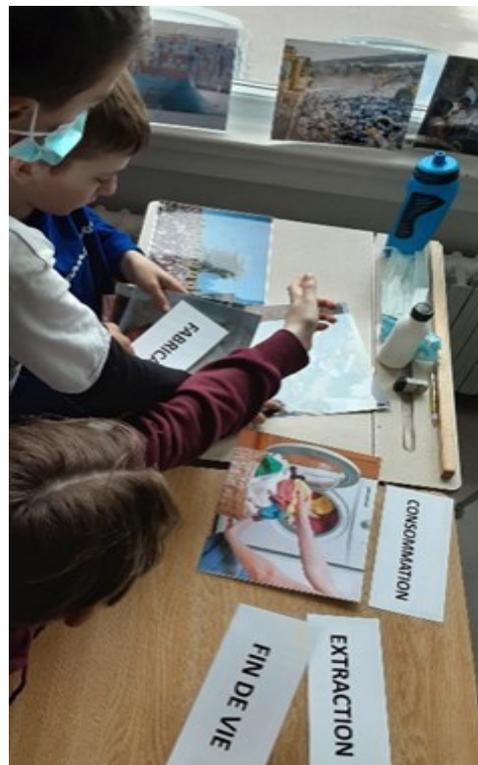


La consommation responsable et la gestion des matières résiduelles

La protection des milieux naturels et la lutte contre les espèces exotiques envahissantes



Que ce soit à travers notre nouvel atelier sur l'analyse du cycle de vie des produits **La fabuleuse histoire de ton chandail**, le programme [Carbone Scol'ERE](#) (offert dans les MRC de Sherbrooke, Val-Saint-François et des Sources), [Cycliste averti](#) de Vélo Québec ou encore Ouf la Terre a chaud !, le CRE Estrie offre du contenu pertinent pour expliquer les enjeux environnementaux aux nouvelles générations et les sensibiliser afin de mieux les préparer face à l'urgence climatique. Les ateliers offerts sont composés de présentations visuelles claires et d'actualité, avec des points instructifs basés sur des solutions concrètes, des activités ludiques et participatives et de découverte des sciences et d'analyse de l'environnement.



Crédit : CRE Estrie

Les activités d'éducation relative à l'environnement sont spécialement conçues pour un groupe d'âge préalablement défini. Étant donné sa mission, le CRE Estrie offre du contenu gratuit ou à tout petit prix selon les activités proposées. Il est également possible d'élaborer d'autres ateliers ou des sorties sur mesure pour mieux répondre aux besoins spécifiques des centres de services scolaires, des écoles primaires, secondaires et du collégial. D'autres conférences sur différentes thématiques sont également destinées à l'ensemble de la population à travers les MRC et les municipalités de la région.

En savoir plus : [Offre de service d'éducation relative à l'environnement](#) du CRE Estrie

Éducation relative à l'environnement (suite)



Des crédits carbone éducatifs pour encourager l'ERE

Par Naïla Proulx, Coordonnatrice nationale du programme **Carbone Scol'ERE** et Charles Giroux, Responsable affaires et partenariats à la **Coop FA**

Les changements climatiques sont un phénomène bien connu qui est engendré par l'émission des gaz à effet de serre (GES). En effet, face à la hausse des changements climatiques, nous devons nous adapter. C'est pour cela que nous pouvons individuellement et collectivement jouer un rôle important afin de réduire l'émission des GES et ainsi participer à la lutte aux changements climatiques. D'une part en choisissant d'appliquer des [actions concrètes afin de réduire](#) notre empreinte environnementale et d'autre part, en faire plus en compensant les GES que nous n'avons pu éviter.

Pourquoi mon entreprise devrait-elle choisir de compenser ?

Si chaque individu peut choisir de participer à la lutte aux changements climatiques, les entreprises peuvent en faire autant afin de tendre vers des sociétés plus durables.

Le télétravail, l'envoi des messages, l'utilisation quotidienne d'électricité en grande quantité, les déplacements d'affaires, le chauffage des bâtiments sont toutes des pratiques essentielles au fonctionnement d'une entreprise, mais qui génèrent des GES. Vous pouvez maintenant compenser pour ces émissions et avoir un impact concret sur l'environnement !

Pourquoi choisir de compenser par l'achat de crédit carbone éducatif ?

Plusieurs options s'offrent à vous pour faire de la compensation carbone, mais choisir de le faire par l'achat de Crédits carbone éducatifs

(CCÉ) de Carbone Scol'ERE, c'est investir pour l'environnement, pour l'avenir et pour l'éducation aux jeunes tout en contrebalançant vos émissions de GES par des émissions équivalentes évitées grâce à un programme éducatif dans les écoles primaires du Québec. En effet, la Coop Fa fait la vente de crédits carbone éducatifs qui sont réinvestis dans le financement du programme Carbone Scol'ERE. La Coop FA est fière de vous offrir une alternative de compensation carbone québécoise reconnue pour ses retombées significatives et ainsi faire de la réduction à la source des GES.

Qu'est-ce que les crédits carbone éducatifs ?

Les crédits carbone éducatifs sont créés et distribués par Carbone Scol'ERE (programme mis en œuvre par la Coop FA en collaboration avec des organismes régionaux reconnus comme le CRE Estrie). Plus précisément, un Crédit carbone éducatif équivaut à 1 tonne de CO2 évitée grâce aux engagements de réduction des émissions des GES des élèves participants au programme éducatif Carbone Scol'ERE et de leur famille. La quantification des émissions carbone évitées par les engagements est réalisée en collaboration avec le Centre international de référence sur le cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG) et validée par des analyses du changement de comportement menées auprès des participants. Carbone Scol'ERE est opéré selon des Règles et procédures dont l'application est vérifiée annuelle-

ment par un cabinet comptable.

Comment faire ?

Autant pour les citoyens que pour les organisations, vous êtes invités à quantifier les émissions de GES liés au transport à l'aide de cette calculatrice :

<https://qc.carbonescolere.com/je-compense/calculatrice/> ou sélectionner des lots pré-quantifiés : <https://qc.carbonescolere.com/je-compense/autres-facons-de-compenser/>.

Pour les entreprises et les événements, [contactez-nous](#) pour avoir accès gratuitement à un calculateur pour la quantification des émissions événementielles et un calculateur plus détaillé. Par la suite, vous n'aurez qu'à compléter l'achat de CCÉ proposé équivalent à vos émissions, le tout directement sur le site internet. Un CCÉ est vendu 26,09 \$ plus taxes. N'oubliez pas d'indiquer ce code de référence **CREE** pour que le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie (CRE Estrie), qui opère Carbone Scol'ERE dans votre région, puisse réinvestir votre compensation au sein des écoles primaire de l'Estrie.

Besoin de plus d'informations, n'hésitez pas à contacter le CRE Estrie ou La Coop FA afin d'avoir plus d'informations et/ou de l'aide dans vos démarches de compensation carbone par les CCÉ.



Nos élu.es engagé.es en environnement



Par Caroline Nioucel, Chargée de projets et coordonnatrice des programmes éducatifs au CRE Estrie

Face à l'urgence climatique, nous devons tous agir. Aussi bien la population, que les organisations ainsi que nos institutions gouvernementales tous niveaux confondus. Dans le cadre de cette édition de la revue Estrie Zone Verte, le CRE a fait un appel à tous nos élu.es provinciaux et fédéraux. Nous leur avons demandé de répondre à la question suivante : **dans quelles actions concrètes êtes-vous engagé face à l'urgence climatique?** Six de nos député.es se sont prêtés au jeu. Voici donc leurs réponses par ordre de réception.



Geneviève Hébert
Députée de Saint-François et whip adjointe du gouvernement

L'urgence environnementale et climatique doit être une préoccupation constante. C'est pourquoi je cherche à donner l'exemple par des actions concrètes. Ainsi, j'ai sensibilisé la population aux initiatives de l'Association pour la protection du lac Lyster qui maintient un équilibre entre l'usage et la conservation du milieu naturel à Baldwin Mills. J'aide aussi Croquarium, Action Saint-François, la Ferme pédagogique Marichel, Festivals et événements verts de l'Estrie, le Conseil régional de l'environnement de l'Estrie et le Centre d'initiatives en agriculture de la région de Coaticook.

J'ai une voiture électrique et j'ai annoncé une subvention de 3,15 M\$ à Autobus des Cantons pour l'acquisition de 21 autobus scolaires électriques. Je contribue au transport collectif d'ACTI-BUS sur le territoire de la MRC de Coaticook, et travaille à l'avancement du transport interurbain avec mes collègues des autres comtés estriens.

Le projet de verdissement « Vent de fraîcheur sur l'Est » a obtenu 1 M\$ pour réduire la chaleur urbaine dans six milieux de vie. Je participe aux installations de bacs à fleurs et de potagers de *Square Queen* à Lennoxville et de *La Placette* à Fleurimont. J'ai distribué des arbres dans les écoles de ma circonscription et contribué financièrement et physiquement à la plantation d'arbres à Martinville. Je compense l'émission des gaz à effet de serre à titre personnel et à mon bureau. J'ai découvert

un magasinage écologique et économique à la boutique du Club Le Garde-Robe, où l'on échange des vêtements.

Ayant utilisé des couches lavables pour mes deux enfants, je suis fière de soutenir ma fille et mon gendre dans l'achat et l'entretien des couches lavables pour ma petite-fille qui naîtra bientôt.

Les actions parlent plus que les paroles ! Chaque geste compte pour la santé de notre planète. Tous ensemble, osons changer nos habitudes !



Pascale St-Onge
Députée fédérale de Brome-Missisquoi

Depuis le début de son mandat, la députée fédérale s'est engagée à réaliser des projets concrets pour la région. L'environnement figure parmi ses priorités.

Grâce aux programmes tels que le *Programme de conservation du patrimoine naturel* géré par l'entremise de Conservation de la nature Canada, l'initiative *Lieux prioritaires désignés par les collectivités* et *Emploi d'Été Canada*, la députée soutient régulièrement des organismes de protection de l'environnement.

Le gouvernement du Canada a établi des partenariats prolifiques avec des organismes tels que Corridor appalachien, un organisme de conservation voué à la création d'un réseau d'aires protégées à perpétuité dans le sud du Québec. Plus de 500 hectares de terres ont été protégés à Eastman et à Bolton-Est en partie grâce au *Programme de conservation du patrimoine naturel*. L'établissement d'aires protégées contribue à diminuer les gaz à effet de serre, favorise l'adaptation aux changements climatiques, et aide au maintien et au rétablissement de populations d'espèces à statut précaire.

Le gouvernement du Canada a investi, par exemple, 1,07 million de dollars sur quatre ans pour conserver les espèces en péril de la région des Montagnes Vertes, dans le canton de Potton, une des plus vastes étendues de forêt tempérée relativement intacte au monde. Elle abrite 42 espèces canadiennes en péril. Enfin, les propriétaires qui investissent dans la protection de la biodiversité peuvent profiter du *Programme des dons écologiques du gouvernement du Canada*.

Nos élu.es engagé.es en environnement (suite)

La députée Pascale St-Onge étudie actuellement les possibilités de contribuer à la protection des cours d'eau, lacs et rivières dans Brome-Missisquoi.



Christine Labrie
Députée provinciale de Sherbrooke

La crise climatique n'est plus un lointain défi auquel on doit se préparer. C'est une urgence à laquelle on doit répondre avec vigueur, car nos communautés sont déjà affectées. Au cours du dernier mandat, ma formation politique a été active sur plusieurs fronts quant aux enjeux environnementaux. Voici quelques exemples des luttes menées.

Nous avons été au cœur de la mobilisation pour l'abandon de GNL Québec et Goldboro, et nous avons convaincu le gouvernement d'adopter une loi qui exclut définitivement l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures sur le territoire du Québec.

Nous avons prôné l'abandon des projets qui accentuent l'étalement urbain et l'utilisation de l'auto solo, tel que le 3^e lien entre Québec et Lévis, et avons milité pour que la proportion des investissements en infrastructures de transport collectif soit supérieure à celle des infrastructures routières. Le transport collectif doit être considéré comme un service essentiel, pas seulement dans les centres urbains, mais également au sein de nos régions et entre les villes.

Nous avons réclamé une augmentation du nombre d'aires protégées, notamment dans le sud du Québec, et déposé un projet de loi pour donner un statut juridique au fleuve Saint-Laurent, afin d'assurer sa protection.

Nous avons déposé un projet de loi pour contrer le gaspillage alimentaire et un autre pour mettre fin à la distribution non sollicitée des circulaires.

Nous avons proposé de mettre sur pied des Conseils régionaux de transition, afin que chaque région se dote d'un plan de transition et d'adaptation aux changements climatiques.

Malgré toutes ces démarches, nous savons que l'urgence climatique à laquelle nous sommes confrontés commande des gestes encore plus forts, et nous sommes actuellement en train d'élaborer le plan de réduction des

GES le plus ambitieux de notre histoire, afin de le soumettre aux électeurs lors de la prochaine campagne électorale.



Luc Berthold
Député de Mégantic-L'Érable,
Chef adjoint de l'Opposition officielle et
Lieutenant politique du Québec

Je suis fier de vivre dans une belle région comme la nôtre. La flore luxuriante, la faune abondante, nos lacs et nos montagnes sont une richesse que nous devons à tout prix préserver pour les générations futures.

Les changements climatiques entraînent des répercussions partout sur la planète. On l'a vu récemment chez nous avec les impacts des saisons chaudes plus longues sur la survie des abeilles. L'appel à l'aide lancé par les apiculteurs a résonné positivement partout. Des millions de pissenlits ont fleuri allègrement sur nos parterres, pour donner une chance à nos petites fabricantes de miel de rapidement se mettre au travail ! Il faut se le dire, nous n'avons jamais vu autant de gazons fleuris à cette période de l'année. Ça m'a donné confiance en nous. Si nous pouvons nous solidariser pour sauver les abeilles, nous sommes capables de relever les défis que les changements climatiques imposent autour de nous.

En tant que député de Mégantic-L'Érable, j'invite les citoyens à proposer des actions semblables, à la portée de tous. Je serai toujours fier de supporter les gens de chez nous dans leurs démarches visant la protection de nos nombreux lacs, nos rivières, les milieux humides, la faune, les forêts et tous les êtres vivants qui les habitent. Ces gestes que nous posons collectivement témoignent de la volonté de tous de faire sa part pour protéger notre planète !



Marie-Claude Bibeau
Députée de Compton-Stanstead et
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

En tant que députée, je suis engagée dans plusieurs actions concrètes face à l'urgence climatique. Depuis 2019, mon

Nos élu.es engagé.es en environnement (suite)

équipe de circonscription a développé et mis en œuvre une politique environnementale qui vise à réduire l’empreinte environnementale de notre bureau de Lennoxville.

La protection des lacs compte parmi mes priorités. Dès 2016, avec la précieuse collaboration de Michèle Gérin, directrice générale de Bleu Massawippi, je me suis engagée à agir sur ce qui était de juridiction fédérale, c’est-à-dire la navigation. Depuis, le guide des administrations locales a été simplifié et les municipalités auront bientôt des outils qui leur permettront de réglementer la navigation de plaisance sur la base de l’environnement et de la sécurité, tout en favorisant le libre accès.

Afin de protéger nos milieux naturels, le programme ÉcoAction nous permet d’offrir du soutien financier aux projets qui contribuent à l’amélioration de la qualité de l’eau douce. Quant au programme Intendance de l’habitat pour les espèces en péril, il soutient financièrement deux projets de Nature Cantons-de-l’Est. Le premier au Mont Mégantic aspire à protéger les chauves-souris, et le second aux Monts Stoke, vise à aider la salamandre pourpre à s’adapter aux changements climatiques.

De plus, l’environnement compte parmi mes cinq priorités quand vient le temps d’octroyer des subventions dans le cadre du programme Emplois Été Canada.

Finalement, à titre de ministre, j’ai le devoir et le privilège de développer et mettre en œuvre de nombreux programmes agroenvironnementaux. Au cours des prochaines années, c’est plus de 1,5 milliard \$ qui seront investis dans la recherche, l’innovation et le soutien direct aux productrices et producteurs agricoles pour l’adoption de meilleures pratiques et de technologies qui permettent de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, de régénérer nos terres, de préserver notre eau et de protéger la biodiversité.



Élisabeth Brière

Députée Sherbrooke M.P.

Secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée à la Santé

L’environnement est un enjeu qui me tient particulièrement à cœur. Au cours de la dernière campagne électorale, j’en ai d’ailleurs fait ma priorité numéro 1 ! En ce sens, non seulement nous

devons mettre en place des politiques environnementales rigoureuses à l’échelle nationale, mais nous devons aussi changer nos propres comportements individuels. C’est pourquoi, à Ottawa, nous avons mis en place une taxe sur le carbone pour empêcher les grands pollueurs d’émettre d’importantes quantités de CO2 gratuitement. Nous avons aussi mis en place des programmes spécifiques pour permettre l’achat de plusieurs voitures électriques aux contribuables, en plus de mettre des cibles ambitieuses de réduction des gaz à effet de serre afin d’atteindre la carboneutralité d’ici 2050.

Sur un plan plus personnel, je dois avouer que, moi aussi, j’essaie de mettre l’épaule à la roue. À la maison, nous n’utilisons qu’une seule voiture avec mon mari pour réduire notre empreinte carbone. Je me rends donc au bureau à la marche ou à vélo. Nous avons aussi réduit considérablement notre consommation de viande : il faut avouer qu’avoir un fils qui est lui-même végétarien aide beaucoup ! Nous nous rendons aussi le plus possible dans des boutiques locales pour nous procurer des vêtements fabriqués au Canada, comme chez Belle et Rebelle au centre-ville par exemple. Lorsque nous allons faire des courses, nous allons beaucoup au Silo, où il est possible d’acheter en vrac pour réduire notre empreinte carbone. Bref, je suis convaincue que c’est en mettant en place des politiques environnementales strictes et ambitieuses ainsi qu’en faisant tous un effort individuel que nous pourrions laisser à nos enfants et à nos petits-enfants une planète en santé.

Et après ?

L’engagement de notre gouvernance est crucial dans la lutte aux changements climatiques et l’adaptation de notre région et notre société. Le CRE Estrie tient à remercier chaleureusement la participation des élu.es qui se sont montré disponible et qui ont contribué à cette revue. On constate que les engagements de nos élu.es sont divers, concrets et bien ancrés dans notre communauté. Une statistique indique que 70 % des engagements des élus sont réalisés en fin de compte. Alors, longue vie à notre gouvernance engagée et proactive en matière d’environnement !

Suivez les prochaines éditions de la revue pour en savoir plus sur les engagements pris par nos politicien.nes du municipal.

Le portrait d'un membre

La Municipalité du Canton de Saint-Camille

Par Olivier Brière, Directeur de la *Corporation de développement socioéconomique de Saint-Camille*

Les modes de production et de consommation alimentaires sont au cœur de l'organisation de nos communautés. S'appuyant sur l'accès à de nouvelles formes d'énergie, le système alimentaire s'est mondialisé, réussissant à produire d'importants volumes de nourriture pour une population mondiale en forte croissance. Or, cette production inégalée d'aliments est critiquée en raison de sa répartition inéquitable au sein des populations dans le monde, du gaspillage associé à la longue chaîne d'approvisionnement agroalimentaire et de ses effets négatifs sur la santé, l'environnement, la pérennité des sols cultivables, l'occupation du territoire et l'emploi. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) affirme que les modèles agricoles auxquels nous avons recours ne sont pas durables, car ils ne permettent pas d'assurer la sécurité alimentaire des populations et contribuent fortement aux changements climatiques.

À l'échelle de la planète, un grand paradoxe existe ainsi entre le fait que la production agricole est grandement affectée par les conséquences des changements climatiques, mais que le système mondialisé sur lequel elle repose en est également l'un des plus grands contributeurs. Sur fond de crise climatique, la pandémie de la COVID-19 a également permis une prise de conscience collective de la fragilité relative des chaînes d'approvisionnement mondiales, faisant de l'autonomie alimentaire une priorité gouvernementale.

À titre de communauté agricole et créative, Saint-Camille s'inscrit dans cette réflexion partagée par de nombreuses autres communautés dans le monde. Comment mieux répondre aux besoins alimentaires locaux? Comment répondre à ces besoins par une plus grande proportion d'aliments produits à Saint-Camille? Comment gagner en autonomie alimentaire en soutenant les citoyens, les organisations et les entreprises locales? Et comment, ce faisant, favoriser une plus grande solidarité au sein de notre communauté? Visant une plus grande résilience alimentaire locale et le développement d'une agriculture de proximité, la municipalité a entrepris de se doter d'une vision et d'un plan d'action rassembleurs en amorçant un Plan de développement d'une communauté nourricière (PDCN).

Soutenue par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), l'élaboration d'un PDCN consiste à réaliser un portrait des acteurs, des infrastructures et des initiatives se rattachant au système alimentaire local. La démarche vise à mobiliser la population et les acteurs locaux afin d'établir une vision commune et des pistes d'intervention favorisant l'alimentation de proximité, une plus grande autonomie alimentaire et une meilleure résilience devant plusieurs enjeux, dont celui des changements climatiques.



Crédit : Municipalité du Canton de Saint-Camille

Au terme de cette démarche rassembleuse, les Camillois.es ont pu prendre conscience que le territoire rural et agricole de Saint-Camille offre un cadre privilégié à la production alimentaire. Le territoire naturel est d'abord propice à la réalisation d'activités de chasse et de cueillette et une proportion significative de la population réalise ces activités. Les terres agricoles bénéficient d'un climat favorable et sont cultivées par une agriculture familiale dynamique. Les cultures, principalement vouées à l'alimentation animale, sont aujourd'hui complétées par des productions de niche et une agriculture de proximité qui préconisent une mise en marché directe. Le village compte sur un nombre très intéressant de lieux de commercialisation d'aliments, complémentaires dans leur offre. Évoluant dans un contexte rural, ceux-ci demeurent cependant fragiles considérant le bassin limité d'acheteurs. De même, une attention particulière doit être portée à l'accessibilité économique à des aliments

Le portrait d'un membre (suite)

La Municipalité du Canton de Saint-Camille

Par Olivier Brière, Directeur de la *Corporation de développement socioéconomique de Saint-Camille*

sains alors que les secousses politiques et économiques vécues dans les derniers mois ont réduit encore davantage le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables.



Forum citoyen 2021 Crédit : Municipalité du Canton de Saint-Camille

Devant ce contexte, le PDCN de Saint-Camille retient trois grands enjeux. D'abord, la transmission des savoir-faire alimentaires et la mise en valeur des ressources lo-

cales et du potentiel nourricier de Saint-Camille, notamment par des activités intergénérationnelles et impliquant l'école. La communauté cherchera ensuite à accroître l'autonomie, la résilience et les solidarités alimentaires locales par le déploiement de différentes solutions alimentaires. Finalement, une attention toute particulière sera apportée à la pérennité, c'est à dire assurer la vitalité de nos écosystèmes naturels et de nos services locaux actuels et à venir.

En conclusion, nous pouvons témoigner que le principal apport d'une démarche de PDCN est la mobilisation des différents acteurs pour la mise en œuvre d'actions positives, inspirantes et souvent délicieuses ! Les défis sont bien réels, mais ils sont à la portée d'une communauté créative et engagée.

En savoir plus : [Saint-Camille](#)

Essais de maîtrise en environnement



La contribution volontaire des entreprises à la conservation de la biodiversité au Québec

Par Tatyana Abou-Chaker, détentrice d'une maîtrise en gestion de l'environnement de l'Université de Sherbrooke et gestionnaire de projets en environnement à Affaires mondiales Canada.

Étant des citoyens corporatifs, les entreprises ont une responsabilité envers la société qui est communément appelée responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Elle peut résulter d'un engagement volontaire de la part des entreprises ou plutôt du respect des lois et des normes en vigueur. Dans le second cas, bien qu'il existe des exigences minimales à respecter en termes de conservation de la biodiversité, ces obligations ne suffisent pas pour réduire la perte des espèces vivantes et des écosystèmes. L'aspect volontaire de la RSE

est donc étudié plus en profondeur dans cet essai en vue d'encourager les entreprises à aller au-delà du cadre légal pour contribuer à la conservation de la biodiversité. L'analyse de sept moyens de conservation de la biodiversité démontre que leur intégration à la stratégie commerciale permet de répondre à divers enjeux transversaux, économiques, sociaux et environnementaux. Plus particulièrement, pour les petites et moyennes entreprises, modifier les pratiques commerciales est le moyen à favoriser. Pour ce qui est des grandes compagnies, ce

Essais de maîtrise en environnement (suite)



La contribution volontaire des entreprises à la conservation de la biodiversité au Québec

Par Tatyana Abou-Chaker, détentrice d'une maîtrise en gestion de l'environnement de l'Université de Sherbrooke et gestionnaire de projets en environnement à Affaires mondiales Canada

sont souscrire à des normes et référentiels, obtenir des certifications et devenir membres de tables rondes liées aux pratiques commerciales, et modifier les pratiques commerciales. Cet essai permet de conclure que la taille des entreprises est le critère déterminant qui dicte les moyens de conservation de la biodiversité à privilégier selon le contexte, tandis que le secteur

d'activités est moins influent. Pour assurer l'intégration des moyens au sein des entreprises, il est notamment recommandé d'impliquer les employés, d'inclure la biodiversité comme sujet au sein des formations et des programmes en administration des affaires, et de mettre en place des modalités financières provinciales.

Lire [l'essai de maîtrise](#).



Vers une gestion intégrée et adaptée des barrages en contexte de changements climatiques : le cas du barrage de North Hatley

Par Camille Cloutier, détentrice d'une maîtrise en gestion de l'environnement de l'Université de Sherbrooke et avocate

Une « gestion intégrée » de l'eau implique d'avoir une vision d'ensemble et d'agir en concertation avec tous les acteurs concernés à l'intérieur d'un bassin versant. Ces concepts, qui doivent guider toute décision d'aménagement du territoire, peinent à trouver application dans la gestion des nombreux barrages qui parsèment le territoire québécois. Pourtant, la gestion des barrages est associée à plusieurs enjeux comme les inondations et la perturbation des écosystèmes, en plus de dépendre de dynamiques territoriales complexes et de composer avec un contexte de changements climatiques.

Nous nous sommes intéressés au cas du barrage de North Hatley, qui régule le niveau du lac Massawippi en Estrie et qui est opéré par une régie regroupant cinq municipalités riveraines. Une revue de la littérature et une série de près de 60 entrevues auprès d'intervenants locaux ont permis d'identifier des enjeux préoccupant particulièrement la communauté locale : les inondations, les étiages, l'érosion, la qualité de l'eau et la perturbation des écosystèmes. Ces enjeux sont tous influencés par la gestion des niveaux de l'eau et par les changements climatiques. De plus, les intervenants sont nombreux, les usages de l'eau peuvent entrer en contradiction (navigation, prise d'eau potable, préservation des frayères...), et les détails techniques guidant les opéra-

tions du barrage sont imprécis et méconnus (cote d'exploitation maximale, débit minimum à conserver en aval).

Une analyse du cadre juridique révèle que le droit applicable au gestionnaire du barrage de North Hatley ne le guide pas adéquatement dans la prise en compte des enjeux territoriaux et des changements climatiques. Mais plusieurs outils existent et pourraient être exploités davantage tel le « Plan de gestion » du barrage, imposé par la loi, qui doit être mis à jour et pourra clarifier les cibles de niveaux d'eau à maintenir en intégrant plusieurs préoccupations. C'est donc ce qu'envisagent actuellement les municipalités gestionnaires.

La révision du Plan de gestion constitue une occasion de réunir la communauté locale pour réfléchir aux actions à prendre pour assurer une gestion intégrée du barrage, adaptée aux changements climatiques. Le projet *Acclimatons-nous !*, mené par une équipe de recherche multidisciplinaire, accompagne la communauté en mettant en place un processus de gouvernance qui mise sur la collaboration de l'ensemble des intervenants du territoire, la considération de tous les usages de l'eau, la mise en commun des expertises et le partage des responsabilités. Lire [l'essai de maîtrise](#).

Bienvenue à nos nouveaux membres

Nous sommes le réseau des acteurs en environnement de la région

En devenant membre du CRE Estrie, vous joignez votre voix à celle des acteurs qui agissent pour la protection de l'environnement et du développement durable en Estrie.

Le CRE Estrie travaille avec des organismes, des entreprises privées, des institutions, des réseaux, des instances gouvernementales et municipales et des citoyens afin d'améliorer la performance environnementale de notre région.

Nos principaux créneaux d'action

- * La réduction des émissions de gaz à effet de serre et la transition énergétique
- * Le transport durable et l'aménagement du territoire
- * La gestion des matières résiduelles
- * La protection des milieux naturels
- * La gestion environnementale et le développement durable des collectivités

Avantages d'être membre

- Vous êtes branchés sur l'actualité environnementale de la région;
- Vous bénéficiez de notre support et de notre expertise pour démarrer ou faire rayonner vos projets environnementaux;
- Vous recevez notre revue d'information environnementale « Estrie Zone Verte » et vous pouvez y contribuer par un article ou une annonce;
- Vous faites entendre votre voix et opinions en joignant le conseil d'administration et nos comités de travail thématiques;
- Vous obtenez les rabais « membres » sur nos activités;
- Vous êtes invités aux activités ainsi qu'à l'Assemblée générale annuelle;
- Vous êtes associé à une organisation qui prône la protection de l'environnement par la collaboration;
- Vous nous soutenez dans la réalisation de notre mission.

Quatre catégories de membres s'offrent à vous

- * **Citoyen** : vous ne payez qu'une fois **25 \$** pour être **membre à vie**
- * **Membre régulier** : **50 \$** (entreprises, associations, OBNL, municipalités)
- * **Membre engagé** : **100 \$** (entreprises, associations, OBNL, municipalités)
- * **Membre Grand Partenaire** : **500 \$**

DEVENIR MEMBRE

Voyez les avantages associés à chaque catégories.



Conseil régional
de l'*environnement*
de l'Estrie

